

Manifeste de la campagne contre l'Europe du capital - Catalogne 2002

Au-delà de la propagande triomphaliste du Parti Populaire (PP) et à l'occasion de la rencontre des chefs d'Etats de l'Union Européenne à Barcelone, nous, organisations signataires, tenons à manifester nos désaccords avec le processus de construction de l'UE.

16 années ont passées depuis que l'État espagnol est entré dans l'UE, un temps suffisant pour dresser un premier bilan de ce qui est arrivé depuis lors.

En conséquence des politiques néo-libérales défendues, avant par les socialistes et maintenant par les membres du Parti Populaire, les revenus du capital ont augmenté en même temps que ceux du travail diminuaient. Une destruction systématique des droits sociaux, acquis après de longues luttes ouvrières, a eu lieu. Aujourd'hui la situation est éloquente : le taux de travail précaire atteint le triple de la moyenne européenne et le taux de chômage le double, la situation étant encore pire pour les femmes et les jeunes. S'ajoute à cela, une très grave crise du marché travail et une économie submergée, ce qui provoque une exploitation proche de l'esclavage, surtout pour la population immigrée. De plus, les politiques de rigueur financière et budgétaire, obsédées par la recherche du zéro déficit, et la soumission de toutes les politiques de l'UE aux pressions des lobbies des multinationales européennes, mais aussi américaines, ont eu pour conséquences la privatisation des services publics (transports, électricité, courrier, santé, éducation) et la réduction des prestations sociales. Aujourd'hui, bien qu' Européens, 8 millions d'habitants de l'État espagnols, 668 000 en Catalogne (11% de la population) vivent sous le seuil de pauvreté, et les inégalités sociales vont en augmentant dans pratiquement tous les pays européens, y compris les pays nordiques.

L'appartenance à l'UE n'a pas été décidée démocratiquement. Les citoyens de L'État espagnol n'ont jamais été consultés, par référendum, à propos de l'entrée dans l'UE et des conditions léonines qui l'accompagnaient. Ni sur des décisions qui les affectent directement : l'euro, l'indépendance des banques centrales européennes, le traité de Schengen... Les citoyens n'ont pas été consultés en Europe et encore moins dans notre pays, au sujet des positions défendues par l'UE dans les organismes internationaux (ONU, G7/8, OCDE, etc.). Les intérêts des grandes compagnies sont défendus, dans le secret et la traîtrise, à travers les plans d'ajustement structurel, les accords de

l'OMC, le poids accablant de la Dette Extérieure, et de sa contrepartie, la Dette Ecologique que le Nord a contracté par rapport au Sud, provoquant le génocide de millions de personnes, avec l'établissement de crises cycliques comme celle qui se produit en Argentine.

Il y a eu tellement d'enthousiasme pour célébrer la « chute du mur soviétique », autant que d'hypocrisie pour construire les « murs de la honte » qui freinent, inutilement, les flux de migrants que provoque l'injustice du système économique international.

La Politique Agricole Commune qui consomme moitié du budget de l'UE, donne 80% de cet argent public au 20% les plus riches du secteur, faisant le choix d'un modèle agro-pécuniaire de production intensive avec l'utilisation de produits chimiques qui provoquent l'insécurité alimentaire et qui aggravent la crise écologique globale. Les résidus radioactifs, les émanations de CO₂, la surexploitation des forêts, les politiques de gaspillages de l'eau et des autres ressources naturelles, la contamination chimique sont les symptômes de l'insoutenabilité du modèle de société que l'UE promouvoit.

La présidence espagnole de l'UE est marquée par la servitude au bellicisme américain, intensifiée depuis le mois de septembre passé. Aznar, en déclarant que la principale préoccupation de sa présidence sera le terrorisme, et son appui à la guerre, démontre sa soumission aux intérêts américains et l'absence d'une politique extérieure européenne autonome. La guerre n'est pas une parenthèse transitoire : c'est le nouveau scénario à travers lequel le marché, dans une période de crise aiguë, tente de maintenir sa domination, à travers le contrôle des ressources énergétiques de la planète ; les subventions à l'industrie qui autrement ne pourrait se justifier, l'imposition un pseudo-consensus autour de la lutte du « Bien » contre le « Mal ». Au plan intérieur, cela signifie la diminution des libertés et la criminalisation des mouvements sociaux, la persécution des immigrés et de toutes formes d'opposition populaire à sa politique.

Avant la chute de mécanisme de participation, à travers la CAMPAGNE CONTRE L'EUROPE DU CAPITAL nous voulons construire UNE AUTRE EUROPE pour qu'un AUTRE MONDE SOIT POSSIBLE :

Une Europe où les citoyens et non le marché contrôlent l'économie, appliquant la répartition des richesses et du travail, à travers des politiques économiques qui auraient pour but de satisfaire les nécessités sociales des personnes et la protection de leur patrimoine environnemental et culturel.

Une Europe qui mettrait en avant la liberté et l'égalité des personnes, et leur extension à toute la population mondiale. Une Europe où la démocratie participative serait une réalité, qui permette le

développement des droits culturels, linguistiques et politique des personnes et des peuples, et incluant le droit à l'autodétermination.

Une Europe dont la priorité serait d'installer la paix dans le monde, en éliminant les inégalités entre les personnes et les peuples et en supprimant les armées. En appliquant une politique de justice universelle, comme l'abolition de la dette externe des pays pauvres. Une Europe respectueuse de la planète et de tous les êtres vivants qui l'habitent, aujourd'hui menacés par un marché illimité.

Une Europe qui fait d'une alimentation saine un droit et non un marché. Les personnes et collectifs qui composent la campagne contre l'Europe du capital-Catalogne 2002 veulent faire parti d'un processus plus large et lancent un appel aux concours des citoyens pour qu'ils montrent leur opposition au modèle actuel de construction européenne en soutenant les protestations et les mobilisations sociales qui se succéderont ce semestre.

entitats adherides fins el 13 de febrer:

Agrupament Escolta I. Guia Mont Palau-Pineda de Mar

ASA-Assemblea Solidària en Acció de Sant Vicenç dels Horts

Assemblea Popular de 9 Barris

Associació Cultural Arran de Sants

Associació Cultural El Raval-El Lokal

Associació Cultural Kasumay

Associació per la Co-Educació del País Valencià

ASSOM-VIC

Ateneu Candela

Batzac

Can Masdeu

Casa de la Solidaritat

Casa de Uruguay-Barcelona

CATAC

Centre de Treball i Documentació

CGT (Confederació General del Treball) Col·lectiu de Joves pel Sahara de Pineda de Mar

Col·lectiu Cayapa de Solidaritat amb Veneçuela Col·lectiu de Solidaritat amb la Rebel·lió Zapatista

de Barcelona Col·lectius Comunistes de Catalunya Comité para la Anulación de la Deuda del

Tercer Mundo CADTM (Bèlgica) Coordinadora Tarragona Patrimoni de la Pau Coordinadora un

Altre Món és Possible de Sabadell CRITS (Col·lectiu de Resistència i Transformació Social de

Terrassa)
Ecoconcern
Els Verds
En Lucha
Entrepobles
Esquerra Revolucionària de Pineda de Mar
Ètica i Societat
FAGC (Front d'Alliberament Gai de Catalunya)
FAVB (Federació d'Associacions de Veïns i Veïnes de Barcelona)
Federeació Catalana d'ONGD
Front Marxista Leninista d'Espanya
Fundació Akwaba
GONG per la Defensa dels Drets Humans
Grup Local de la Vila de Gràcia
IAC
Illacrua
USTEC ESTES
Joves Comunistes
Jubileu Sud (internacional)
La Chichigua
La Garriga Societat Civil
La Torna
Marxa Mundial de Dones
Maulets de Pineda de Mar
Mesa Cívica de la Verneda
Mesa Cívica pels Drets Socials
Món 3
MRG-Tarragona
Observatori dels Moviments Socials
Partit Comunista del Poble de Catalunya
PKF
Plataforma contra el Pla Colòmbia
PLATAFORMA Salvem la Vall de la Riera de Pineda de Mar
PSAN de Calella
PSUC-Viu
Red Europea de Diàleg Social (REDS)

Revista Emergències

Secció Sindical de CCOO de Montcada i Reixach

Xarxa Ciutadana per l'Abolició del Deute Extern